

Inégalitaires, captées
par la BNP...
Des primes qui
sentent l'embrouille

l'étincelle*

Ça se passe au TCR :
Communiquer avec
les syndicats n'est
pas un délit !

Technocentre Renault Guyancourt pour la construction d'un parti  des travailleurs communiste révolutionnaire mardi 13 mars 2018

Contre une attaque générale, **il faut une riposte générale !**

Macron et son gouvernement veulent la guerre éclair. Après s'être attaqués au Code du travail, voilà qu'ils s'en prennent aux fonctionnaires, aux cheminots, aux jeunes et aux chômeurs. À chacun sa réforme, pourrait-on dire. Mais qu'on ne s'y trompe pas : c'est bien d'une attaque générale qu'il s'agit, d'une épreuve de force politique contre l'ensemble du monde du travail.

Macron joue les matamores et voudrait bien diviser nos rangs, prétendre que les cheminots sont des « privilégiés » (lesquels débutent souvent sous le Smic), au moment même où ses amis du CAC 40 annoncent 93 milliards de profits pour 2017.

Pas question de marcher dans cette intox. **Nous sommes tous le cheminot de quelqu'un**, avec ou sans CDI, avec ou sans tel ou tel statut ou convention collective sans cesse remises en cause vers le bas. Reste à nous serrer les coudes, à préparer une riposte solidaire et massive, à la hauteur de la provocation gouvernementale.

Tous concernés

Le réseau ferroviaire est vétuste. Mais ce n'est pas la préoccupation de Macron. En cassant le statut de cheminot, il veut simplement que la SNCF puisse licencier ses employés, comme une entreprise ordinaire ! Cela n'entraînerait aucune amélioration pour les autres travailleurs. Cela ne ferait que rendre plus arrogant le grand patronat.

Tout le monde sait aussi que les hôpitaux publics manquent de moyens. Aux Urgences, il faut patienter des heures pour être pris en charge, parfois pour dormir dans un couloir, sur un brancard. Dans les Ehpad (maisons de retraite), les employés doivent courir d'un patient à l'autre. Et dans l'Éducation, c'est du pareil au même. Dans les écoles, les lycées et les facs, les profs font cours à des classes ou à des amphis surpeuplés. La seule chose qu'on propose aux jeunes des classes populaires, c'est de nouveaux obstacles à l'entrée à l'université, un parcours du combattant ultra sélectif dénommé « parcoursup ».

Que propose le gouvernement ? Un plan massif de 120 000 suppressions de postes de fonctionnaires

et le développement des contrats précaires.

Tous ensemble le 22 mars

Il n'y a pas que les cheminots à être en colère contre la dégradation de leur salaire et de leurs conditions de travail. Il y a toute la fonction publique, dont l'hospitalière. Il y a le monde de l'éducation, dont une bonne partie de sa jeunesse.

Leur colère aura mille raisons de se joindre à celle des travailleurs du secteur privé : des grévistes d'Air France, des salariés de Tupperware à Joué-lès-Tours qui viennent d'être jetés dehors, de ceux de Ford à Blanquefort menacés du même sort. Sans oublier la colère des trois millions et demi de chômeurs que compte le pays.

Le 15 mars, le personnel des Ehpad et des services à domicile, les hospitaliers, les retraités et les jeunes seront en grève et manifesteront.

Le 22 mars, tous les travailleurs du secteur public et de nombreux travailleurs du privé sont appelés à la grève. Il faut tous en être, et saisir ces occasions pour nous retrouver dans la rue. C'est le moment de nous réunir pour évoquer des problèmes qui sont l'affaire de tous. C'est le moment de nous organiser, de décider démocratiquement de ce que nous voulons, pour parler d'une seule voix. C'est le moment de nous coordonner, de combattre avec les salariés du service ou de l'entreprise d'à côté.

Alors oui, il faudra plus qu'une ou deux journées pour faire plier le gouvernement. Il faudra prolonger et généraliser les grèves. À nous de construire le mouvement d'ensemble qui pourra doucher l'ardeur guerrière du président des riches. Il y a 50 ans, au printemps 1968, la jeunesse avait donné le coup d'envoi à la grève générale. De quoi nous inspirer en ce printemps 2018.

2022, v'là l'Alliance

Et une de plus ! Une nouvelle réorganisation sera lancée le 1^{er} avril, touchant les directions Ingénierie, Fabrication/Supply Chain, Qualité et Après-Vente, ces deux dernières devenant convergées. C'est le plan « Alliance 2022 » qui vise à augmenter les économies, mutualiser, partager les ressources... On connaît la chanson : il n'y a jamais assez de synergies... et toujours plus de charge de travail !

Nos primes l'intéressent

Toucher sa prime d'intéressement (ou choisir son affectation) est un parcours du combattant. Il faut passer par le site de la BNP qui gère l'intéressement de Renault, à condition de retrouver ses identifiants dans un vieux courrier de la BNP. Tout est fait pour dissuader de réclamer sa prime, qui sinon est bloquée pendant 5 ans. Pas pour tout le monde : la BNP pourra ainsi en profiter en jouant avec en Bourse.

Un plébiscite pour le versement

Les 3/4 des salariés des établissements Renault sas ont demandé à toucher la totalité de leur prime d'intéressement locale. Avant, la prime était versée par défaut. Depuis la loi Macron, alors ministre de l'économie sous Hollande, c'est l'inverse. La preuve que l'ancien système, répondait davantage au souhait des salariés... mais pas à celui de l'ex-banquier.

Le club des 1 %

En 2018, 20 % des ETAM n'auront ni prime ni augmentation individuelle et devront se contenter du petit 1% d'augmentation générale. Heureusement que Renault a fait des bénéfices record en 2017 !

Les punis

Les Cadres notés « en dessous des attendus du poste » lors de leur entretien annuel pourront n'avoir ni augmentation ni prime individuelle. Des AGS aussi pour les Cadres, ça s'impose !

L'inégalité par le statut

Rien de moins égalitaire que la répartition des primes individuelles. Leur montant dépend, pour ceux qui en auront une, du statut. En bas, il y a les APR avec des compléments de carrière de 15 à 25 € par mois. Ensuite les ETAM, avec des primes de 500 ou 1000 € (41 ou 83 €/mois). Puis les Cadres L3C ou L3B, dont la Part Variable sera en moyenne de 5,25 % de leur forfait annuel, soit environ 2500 € (ou 210 €/mois). Viennent ensuite les Cadres L3A qui auront jusqu'à 10 % de leur forfait, soit en moyenne 6400 € (530 €/mois). Et tout en haut : les Cadres dirigeants L2 et L1, dont la Part Variable Groupe (ex PPG) est tenue secrète. Ça pourrait faire des jaloux. Au lieu de s'attaquer au statut des cheminots, c'est ce statut des dirigeants avec ses privilèges qu'il faut abolir !

La souricière

La sortie du site côté Modem est fermée pour environ 3 mois, le temps de changer la grille enfoncée par un camion. Ça va faire long vu les bouchons causés par cette fermeture. Et il n'y a pas de plan B prévu. Un piège pour nous faire rester au TCR ?

Un gel pas toujours naturel

La semaine dernière, l'explosion d'une conduite de gaz a mis en arrêt les chaudières du Technocentre, où la température est descendue rapidement. La conduite a cassé à cause du gel, surtout celui des budgets alloués à la maintenance préventive.

Liberté d'expression : merci patron !

La justice a annulé le licenciement d'un prestataire du Technocentre, accusé en 2016 d'avoir écrit un mail aux syndicats de Renault où il vantait les mérites du film « Merci patron ». Un représentant de la CGC s'en était plaint auprès de la direction qui l'avait interdit de site. Sa société l'avait ensuite licencié pour avoir rendu l'affaire publique. Le tribunal a jugé que les motifs de ce licenciement portaient « atteinte à la liberté d'expression » et à la « libre communication avec les syndicats de Renault ». Conclusion : les prestataires ont le droit de s'exprimer et de contacter les syndicats de Renault. On sait désormais lequel ne pas contacter.

Protégés par Renault : l'autre rumeur

Une rumeur s'est propagée la semaine dernière : l'État français s'apprêterait à vendre à Nissan ses parts dans Renault. Une rumeur aussitôt démentie par Renault-Nissan et le gouvernement. Plus d'Etat dans Renault ? Mais sa présence protège-t-elle les salariés ? N'est-ce pas du temps de la Régie Renault que l'Etat a commencé à tailler dans les effectifs ? Et que ce soit Renault ou Nissan qui pilote l'Alliance ne protège guère non plus. Elle est surtout pilotée par la marge opérationnelle et par les actionnaires. Pour défendre leurs intérêts, les salariés devront surtout compter sur leurs luttes.

Ford café !

Malgré des bénéfices record, Ford veut se retirer de son usine de Blanquefort en Gironde, laissant sur le carreau 900 salariés et 3000 emplois induits. Une annonce survenue juste à la fin du versement de 50 millions de subventions publiques supposées garantir la modernisation du site. Le ministre de l'économie a apporté son « plein soutien » aux salariés et annoncé chercher un repreneur. Il avait tenu le même discours aux ouvriers de GM&S dont la moitié a été licenciée, et l'autre attend toujours des commandes. Seule la mobilisation des salariés de Ford et l'extension de leur lutte évitera ce nouveau saccage social.